

Eurochômage : le poids des politiques

LE MONDE | 28.03.1996 à 00h00 | Par

PAR GARY BECKER

JUSQU'À un passé récent, les intellectuels du monde entier préconisaient un élargissement à d'autres pays des politiques de l'emploi mises en oeuvre en France et dans certains pays européens. Ils n'avaient pas compris que de telles politiques seraient à l'origine de nombreuses et douloureuses épreuves économiques. Fort heureusement, on en vient enfin à admettre aujourd'hui que l'accroissement si important du taux de chômage en Europe au cours de la dernière décennie ne pourra être vaincu sans une remise en cause fondamentale des réglementations gouvernementales et des impôts qui frappent le marché du travail.

Vers la fin des années 70, le chômage était en dessous des 5 % en France, en Allemagne et dans la plupart des pays européens. Nous nous sommes à présent rapprochés des 12 % en France tout comme en Allemagne et peut-être des 20 % en Espagne. Le taux moyen de chômage pour les moins de vingt-cinq ans est d'environ 25 % en France et dans bon nombre des pays membres de l'Union européenne.

A l'inverse, le chômage aux Etats-Unis n'a pas augmenté au cours de ces quinze dernières années ; il y est à présent de 5,5 % et autour de 12 % seulement pour les jeunes travailleurs. L'expérience des Etats-Unis prouve que le niveau du chômage en Europe ne saurait s'expliquer simplement par une concurrence plus vive en provenance des pays moins développés ou par toute autre force qui atteint avec la même intensité les autres pays avancés. L'une des causes principales de l'explosion du chômage se révèle être la croissance rapide des coûts du travail.

C'est environ la moitié du coût moyen du travail en France et en Allemagne qui est aujourd'hui constituée par les prélèvements de Sécurité sociale, pour la retraite, la santé, le chômage, les accidents du travail et autres impôts. Les proportions sont identiques pour les autres nations européennes. La réglementation sur les licenciements, les jours fériés et les congés payés élève le coût du travail en Europe bien au-dessus du niveau déjà excessif qu'il devrait atteindre compte tenu des taux élevés d'imposition.

Des congés généreux en cas de maladie combinés à d'autres facteurs ont conduit le taux d'absentéisme en Allemagne et en Suède au niveau des 10 %, alors que ce taux n'est que de 2 à 3 % au Japon et aux Etats-Unis. Afin de réduire ces coûts, les entreprises européennes sont chaque jour plus nombreuses à employer les travailleurs temporaires, plus faciles à licencier et dépourvus des mêmes droits et avantages que les autres travailleurs.

En Espagne, où il est quasiment impossible de licencier un salarié sous contrat à durée indéterminée, environ un tiers des employés sont temporaires. Même en France ou en Allemagne, peut-être 10 % des travailleurs voire davantage ont ce statut.

L'économie souterraine en Europe a connu une rapide croissance, ce qui s'explique en partie par le désir d'échapper au coût du travail qu'imposent les gouvernements. Bien que les données en ce domaine soient peu fiables, on peut grossièrement estimer à environ 25 % la proportion de travailleurs non déclarés (au moins une partie du temps) en Italie et en Espagne. Ce chiffre est d'environ 10 % en France, Belgique, Allemagne et Suède.

Lorsque le travail est cher et les licenciements difficiles, les entreprises sont réticentes à remplacer des travailleurs qui quittent l'entreprise, ou encore à accroître le niveau des emplois lorsque l'économie redémarre. C'est pourquoi, si vous êtes un jeune à la recherche d'un emploi, une mère retournant sur le marché du travail après une naissance, ou encore un immigrant, il vous faudra aujourd'hui beaucoup plus de temps qu'il y a dix ans pour trouver un travail. Aujourd'hui, plus d'un tiers des chômeurs sont dans cette situation depuis plus d'un an.

Pour les mêmes raisons, l'emploi dans le secteur privé n'a que très peu augmenté ces vingt dernières années dans les pays de l'Union européenne : c'est du secteur public qu'est venue la quasi-totalité de la croissance des emplois. L'inverse s'est produit au Japon et aux Etats-Unis, où les emplois dans le secteur privé ont décollé, alors que les emplois administratifs n'ont augmenté que très légèrement.

Les chômeurs de longue durée, les jeunes qui n'ont jamais eu d'emplois stables, les employés temporaires, les travailleurs non déclarés, ont peu l'occasion d'investir dans une qualification ou un apprentissage. Comme leur proportion est croissante, cela implique que de moins en moins de travailleurs sont formés en France et dans les autres économies européennes. L'inadéquation de la formation fait qu'il est d'autant plus difficile pour les travailleurs de trouver des emplois de long terme satisfaisants puisque nos économies modernes exigent un niveau élevé de qualification et de connaissances.

Les adolescents, ceux qui abandonnent le lycée et les immigrants, trouvent fréquemment un emploi dans de petits établissements, en particulier les chaînes de restauration rapide et autres commerces de détail. Une augmentation du salaire minimum privera certains d'entre eux de travail puisque leur productivité est trop faible pour justifier un coût élevé pour l'employeur.

Selon des études récentes et largement diffusées aux Etats-Unis, les salaires minimaux n'auraient aucun effet négatif sur l'emploi et peut-être un effet positif ; mais il a été prouvé que ces études étaient fondées sur des hypothèses tout à fait erronées. Une analyse nouvelle de leurs données et de données supplémentaires concluent une fois encore à une réduction sensible de l'emploi chez les adolescents et autres catégories peu qualifiées à la suite d'une augmentation sensible du salaire minimum.

Pourtant, certains gouvernements européens, dans l'espoir mal inspiré d'accroître les dépenses de consommation, ont de manière insensée augmenté le salaire minimum à 37 francs l'heure. Même les économistes américains qui affirment qu'un niveau de salaire minimum légèrement plus élevé aux Etats-Unis il est aujourd'hui de 4,35 dollars, soit environ 22 francs n'aurait pas d'effets significatifs sur l'emploi seraient probablement d'accord pour dire qu'un niveau de 7,25 dollars (le niveau français) aurait des effets importants sur l'emploi des adolescents et autres travailleurs peu qualifiés.

La hausse du salaire minimum n'est pas un moyen de lutte efficace contre la pauvreté, car les salaires des membres de la famille ne représentent en général qu'une faible proportion du revenu total de la famille.

Le gouvernement français subventionne également les emplois, aussi bien dans les secteurs public que privé, de centaines de milliers de jeunes travailleurs sans qualification. Cependant, la plupart de ces subventions onéreuses et inefficaces seraient inutiles si le salaire minimum était plus bas et si le marché du travail en France n'était pas entravé par les multiples autres réglementations.

Les réglementations gouvernementales, les retraites, expliquent, beaucoup mieux que les entreprises, la chute abrupte du taux d'activité en Europe des individus entre soixante et soixante-cinq ans. Ce taux, qui est tombé aujourd'hui sous les 50 %, était d'environ 80 % dans les années 60. L'assouplissement des critères ouvrant droit à des prestations d'incapacité professionnelle et le caractère généreux des prestations sociales en général ont incité de nombreux travailleurs âgés à opter pour la préretraite. Pourquoi continuer quand on peut obtenir un revenu pratiquement équivalent sans travailler, simplement en faisant valoir ses droits à la retraite ?

Il est paradoxal d'observer que, bien que les personnes âgées soient en bien meilleure santé et vivront bien plus longtemps qu'il y a un demi-siècle, les politiques gouvernementales ont conduit la plupart de ces travailleurs à la préretraite. Il est regrettable que leur choix entre travail et retraite soit biaisé par les incitations financières et prestations gouvernementales, ce d'autant plus que c'est par leur expérience et jugement qu'ils pourraient contribuer grandement à la croissance économique. Si l'impôt, tout comme la mort, est inévitable, il n'en est pas de même pour le niveau d'imposition et de réglementation observé en France et dans les autres pays européens. On ne pourra porter un coup sérieux à ce niveau honteux de chômage tant que les politiques françaises ne seront pas reconnues pour ce qu'elles sont : une maladie grave qui affecte dangereusement le marché du travail.

PAR GARY BECKER